



ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE

N°2026/044/PM/TEMP

PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
LORS D'UNE MANIFESTATION

Le Maire de la Ville d'OBERNAI

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux Droits et Libertés des Communes, Départements et Régions,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, Départements et Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Pénal, article R.610-5,

VU le Code de la Route,

VU la demande formulée par l'association Akina Crew, sise 20 rue du Dôme à BOERSCH (67530), le 12 janvier 2026, concernant un rassemblement de voitures, représentée par Madame Virginie VERBE,

CONSIDERANT que le Maire est chargé sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le Département, de la Police Municipale, de la Police Rurale et de l'exécution des actes de l'Etat qui y sont relatifs ;

CONSIDERANT que la Police Municipale a pour but d'assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publics ;

CONSIDERANT que dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, il importe de réglementer l'occupation du domaine public, la circulation et le stationnement dans le cadre d'un rassemblement de voitures,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

En raison d'un rassemblement de voitures japonaises, l'association Akina Crew est autorisée à occuper le domaine public à savoir le parking du stade **de 20h00 à minuit** :

- Le vendredi 17 avril 2026
- Le vendredi 22 mai 2026
- Le vendredi 19 juin 2026

- Le vendredi 17 juillet 2026
- Le vendredi 21 août 2026
- Le vendredi 11 septembre 2026
- Le vendredi 16 octobre 2026

ARTICLE 2 :

La sécurisation de l'évènement sera assurée par l'association qui veillera au respect des réglementations en vigueur sur le bruit ainsi qu'au respect de la propreté des lieux.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'organisation des manifestations.

ARTICLE 4 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et la contravention sera réprimée conformément à l'article R.610-5 du Code Pénal.

ARTICLE 5 :

Conformément à l'article R.412-1 et suivant du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6 :

Les services de la Police Municipale et de la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun, en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à :

- Sous-Préfecture de SELESTAT - ERSTEIN,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'OBERNAI,
- Au Cabinet du Maire ainsi qu'aux Adjoints de référence,
- Au pétitionnaire : Virginie VERBE
- SIS 67
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville d'OBERNAI,
- A la DAE et au PLT de la Ville d'OBERNAI /
- PASS'O – KEOLIS / CCPO
- Aux archives.

Certification de publication :

Le Maire certifie que le présent arrêté revêt un caractère exécutoire et qu'il a été publié électroniquement sur le site Internet de la Ville en date du 19 février 2026.

Fait à OBERNAI, le 18 février 2026.

Bernard FISCHER




Maire d'OBERNAI
Conseiller Régional